

MARS 2017  
n°259

## SOMMAIRE

Pages 1 à 2 :

**Comment faire face à l'inexorable baisse des fonds euros ?**

Pages 2 à 3 :  
**Les directives anticipées : la solution pour être certain du respect des souhaits de fin de vie**

Page 4 :  
**Panorama des marchés financiers et chiffres clés**

## COMMENT FAIRE FACE A L'INEXORABLE BAISSSE DES FONDS EUROS ?

Comme évoqué à maintes reprises, les rendements des fonds euros ne cessent de s'effriter. Pour preuve, **la performance moyenne est passée de 3 % en 2011 à 1,80 % en 2016**. Et cette baisse va inexorablement se poursuivre puisque ces fonds sont majoritairement composés d'emprunts d'état dont les taux de rendement **sont inférieurs à 1 %**.

**La question que tout épargnant se pose est comment se prémunir contre cette baisse de rendement tout en conservant un fort degré de sécurité ?** Précisons que la particularité du fonds euros est l'effet de cliquet qui offre une absence totale de volatilité. Par ce biais, l'épargnant est donc certain de voir progresser jour après jour son épargne.

Comme évoqué dans notre lettre N°240 de juin 2015, plusieurs solutions sont envisageables, telles que l'investissement dans des fonds euros dits de « nouvelle génération ». Ceux-ci sont basés sur des actifs plus rémunérateurs que les emprunts d'état comme l'immobilier commercial dont les rendements sont élevés et durables dans le temps. Le recours à ce type de solutions est particulièrement avantageux pour l'épargnant frileux dans la mesure où le rendement est supérieur aux fonds euros traditionnels avec un degré de sécurité absolu puisque l'effet de cliquet est conservé. Le seul inconvénient de cette formule est l'impossibilité d'y consacrer 100 % de son épargne. En effet, les compagnies d'assurance limitent volontairement l'accès aux fonds euros immobiliers à une quote-part fixée entre 60 % et 80 % des versements. Le tableau-ci-dessous retrace les performances sur les cinq dernières années des fonds euros immobiliers de notre sélection.

Performances des fonds euros immobiliers de notre sélection							
Nom du fonds euros	2012	2013	2014	2015	2016	Moyenne 3 ans	Moyenne 5 ans
Euro Allocation LT	4,01%	4,01%	3,82%	3,51%	3,04%	<b>3,46%</b>	<b>3,68%</b>
Netissima	3,47%	3,37%	3,08%	2,95%	2,50%	<b>2,84%</b>	<b>3,07%</b>
Euro Innovalia	3,62%	3,62%	3,35%	3,18%	2,81%	<b>3,11%</b>	<b>3,32%</b>
Europierre	3,80%	3,70%	3,60%	3,20%	2,50%	<b>3,10%</b>	<b>3,36%</b>

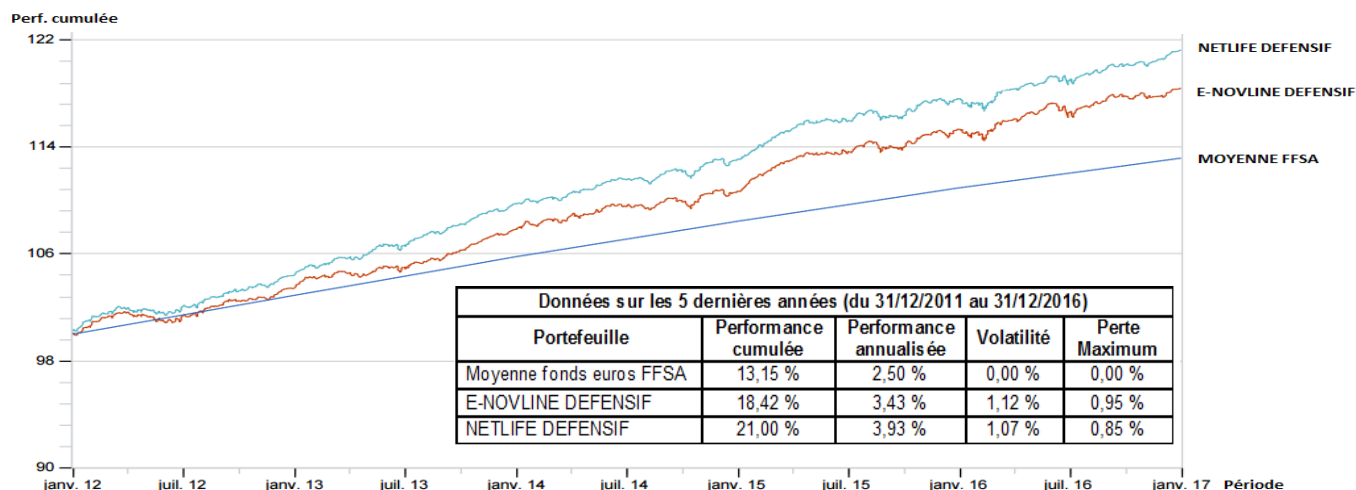
Une autre solution vise à coupler le fonds euros avec des actifs judicieusement sélectionnés dans le but de dynamiser les performances sans créer une volatilité excessive. Les actions doivent être évitées car trop risquées par définition, et les obligations sont à bannir en raison de la hausse des taux d'intérêts qui se dessine sur les prochains mois. Enfin, les fonds dits « patrimoniaux » qui allient un savant mélange d'actions et d'obligations sont également à proscrire.

**L'intégration d'unités de compte immobilières ou de gestion alternative semble la solution parfaitement adaptée à la conjoncture actuelle.** Pour mémoire, la gestion alternative vise à produire une performance décorrélée de celle du marché des actions et des obligations. La force d'un bon fonds de gestion alterna-

tive est de délivrer des performances régulières indépendamment de l'évolution des marchés boursiers. Autrement dit, même **dans un marché baissier, la gestion alternative peut délivrer une performance positive.**

Afin de mesurer les attraits d'une telle diversification, nous avons bâti les deux portefeuilles suivants : **E-NOVLINE DEFENSIF** et **NETLIFE DEFENSIF**. Le premier est composé à hauteur de 70 % en fonds euros Netissima, 20 % en fonds alternatif Exane Pléiade Performance et 10 % en fonds alternatif Moneta Long Short. Le second est composé à hauteur de 60 % en fonds euros Euro Allocation Long Terme, 25 % en unité de compte Unicimmo (immobilier commercial) et 15 % en fonds alternatif Moneta Long Short.

La surperformance générée par ces deux portefeuilles est notoire sur la période étudiée comme l'attestent le graphique et le tableau ci-dessous. Les performances indiquées ci-dessous sont nettes de tous frais.



Afin de bien appréhender la lecture de ce tableau, il convient de rappeler que la perte maximum se définit comme la perte la plus importante encourue par le portefeuille sur la période étudiée. La volatilité, quant à elle, mesure l'amplitude des variations des cours. En clair, **les deux portefeuilles délivrent une performance élevée et régulière moyennant un risque très modéré** (perte maximum inférieure à 1 %).

En conclusion, les performances des fonds euros traditionnels sont de moins en moins attrayantes et le mouvement de baisse va se poursuivre. Si vous souhaitez endiguer ce reflux tout en conservant un bon degré de sécurité, vous devez privilégier les fonds euros immobiliers et les associer à des fonds de gestion alternative et/ou des unités de compte immobilières. Il convient, bien évidemment, de sélectionner des **contrats performants tels que Netlife ou E-Novline dont les frais sont les suivants : 0 € de frais d'entrée, 0 € de frais d'arbitrage et 0 € de frais sur versements.**

## LES DIRECTIVES ANTICIPEES : LA SOLUTION POUR ETRE CERTAIN DU RESPECT DES SOUHAITS DE FIN DE VIE

**S'**il est indéniable que nous vivons de plus en plus vieux, nous ne sommes pas pour autant assurés de demeurer en bonne santé jusqu'à notre dernier souffle ! Il se pourrait même que notre état de santé ne nous permette pas de signifier au corps médical nos volontés de fin de vie. Le législateur s'est penché sur cette problématique **et permet à toute personne majeure d'exprimer ses volontés médicales par le biais d'une déclaration écrite dénommée « directives anticipées »**. Celle-ci a pour but, en cas de maladie grave, de formuler ses souhaits sur sa fin de vie et plus particulièrement de :

- Limiter ou arrêter les traitements médicaux en cours,
- Etre transféré en réanimation si l'état de santé le requiert,
- Etre mis sous respiration artificielle,
- Subir une intervention chirurgicale,
- Etre soulagé des souffrances même si cela a pour effet de conduire au décès.

**Ces directives s'imposent aux médecins pour toute décision d'investigation, d'intervention ou de traitement, excepté dans deux cas suivants :**

- En cas d'urgence vitale pendant le temps nécessaire à une évaluation complète de la situation du patient,
- Lorsque les directives anticipées apparaissent manifestement inappropriées ou non conformes à la situation médicale. Dans ce cas, le médecin doit rendre sa décision à l'issue d'une procédure collégiale inscrite dans le dossier médical du patient. La décision du refus d'application des directives anticipées est portée à la connaissance de la personne de confiance ou de la famille ou des proches.

**Les directives anticipées s'apparentent à un testament de fin de vie traitant uniquement des aspects médicaux.** En aucun cas, elles ne sont donc assimilables à un testament dont l'objet est d'organiser sa succession.

Pour être valides, **les directives anticipées doivent nécessairement être formulées par écrit** et mentionner la date, la signature et l'état civil de l'intéressé. Si aucun autre formalisme n'est requis, il est toutefois souhaitable d'utiliser le **formulaire officiel du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé** dont un exemplaire figure sur notre site internet à l'emplacement suivant : (<http://www.magellanconseil.fr/infos-patrimoniales/les-directives-anticipees>).

Ce formulaire comporte les rubriques suivantes :

- **L'identité** : c'est-à-dire le nom et prénom, la date et le lieu de naissance ainsi que l'adresse. Pour information, la rédaction des directives anticipées par une personne sous tutelle doit nécessairement recueillir l'autorisation du juge des tutelles ou du conseil des familles sous peine de nullité.
- **Les informations ou souhaits en dehors des directives anticipées** : ce paragraphe permet notamment d'indiquer le lieu dans lequel la fin de vie est désirée, les convictions religieuses, les peurs (souffrance, handicap...). Notons que, contrairement aux directives anticipées, **ces recommandations sont purement indicatives et ne s'imposent donc pas au personnel soignant.**
- **Les directives anticipées proprement dites** : deux modèles coexistent, le A et le B (Cf. détail ci-après), selon l'état de santé de la personne au moment de la rédaction des directives.
- **Le cas particulier relatif aux personnes qui sont dans l'incapacité d'écrire seule leurs directives anticipées** : dans cette éventualité, une tierce personne peut noter les directives anticipées en lieu et place du patient à la condition de le faire en présence de deux témoins qui devront attester de la conformité des éléments consignés au regard des souhaits du patient.
- **La désignation d'une personne de confiance** : la personne de confiance a pour mission de témoigner des volontés du patient s'il était dans l'incapacité de le faire lui-même. En l'absence de directives anticipées, cette personne sera consultée en priorité. Il en serait de même si les directives anticipées n'étaient pas accessibles au moment où le médecin souhaiterait les consulter. La personne de confiance peut être un proche, un membre de la famille ou le médecin traitant.
- **La modification ou l'annulation des directives anticipées** : les directives anticipées sont valables sans limitation de temps et peuvent être modifiées à tout moment. En présence de plusieurs directives, c'est la version la plus récente qui fera foi. Les directives anticipées peuvent être remises au médecin traitant ou à l'équipe médicale en charge du patient hospitalisé. Il n'existe pas encore de fichier national des directives anticipées mais il est possible de demander à ce qu'elles soient inscrites dans le dossier médical partagé du patient. Il s'agit d'un dossier numérique que le médecin peut créer et qui demeure accessible par tous les professionnels de santé en charge du patient. Il est également possible de confier ses directives à une personne de confiance si elle a été désignée ou de les conserver chez soi. Dans ce cas, il est important qu'elles puissent être aisément retrouvées. Si tel n'était pas le cas, les médecins consulteront la personne de confiance désignée ou chercheront à s'informer auprès de la famille du malade ou de ses proches.

**Le modèle A concerne les directives d'une personne atteinte d'une maladie grave se sachant être proche de sa fin de vie.** Ce document permet de se prononcer sur la poursuite, la limitation, l'arrêt ou le refus de traitement des gestes médicaux (réanimation, assistance respiratoire, dialyse rénale...), dans le cas où une aggravation de l'état de santé du patient le rendrait incapable de s'exprimer. Même si cela ne figure pas sur le formulaire, il est possible de donner des indications de durée. Ainsi, le patient peut décider que les traitements destinés à le maintenir artificiellement en vie seront à arrêter au bout de xx jours ou xx mois. Remplir seul ce modèle s'avère compliqué et le recours à son médecin traitant est recommandé pour comprendre les implications concrètes des choix indiqués. Les directives ne doivent pas être prises à la légère car elles s'imposent nécessairement au corps médical. En cas de désaccord entre ce qui est inscrit dans les directives et les prérogatives de la famille, les volontés du patient primeront toujours.

**Le modèle B concerne les directives anticipées d'une personne en bonne santé non atteinte d'une maladie grave.** Les situations évoquées dans cette éventualité sont la conséquence d'un accident grave (traumatisme crânien, infarctus, accident vasculaire cérébral...) qui entraîne un coma prolongé jugé irréversible. Les directives ont pour but d'indiquer l'acceptation ou le refus du maintien artificiel en vie en cas de perte de conscience définitive et, par conséquent, de l'impossibilité de communiquer avec ses proches. De plus, les directives anticipées permettent également de se prononcer sur les actes et les traitements médicaux dont le patient pourrait faire l'objet tels que la réanimation cardiorespiratoire, l'assistance respiratoire, l'alimentation et l'hydratation artificielles. Pour mémoire, la loi précise qu'au titre du refus de l'acharnement thérapeutique, les soins peuvent ne pas être entrepris ou arrêtés s'ils apparaissent inutiles, disproportionnés ou n'ayant d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie.

En cas d'arrêt des traitements, tant pour le modèle A que pour le modèle B, **le patient doit indiquer s'il souhaite ou non bénéficier d'une sédation profonde et continue associée à un traitement de la douleur provoquant une altération de la conscience jusqu'au décès.** En cas d'absence de directives anticipées, les médecins peuvent avoir recours à cette sédation si le patient est atteint d'une affection grave et incurable, si le pronostic vital est engagé et si sa souffrance est réfractaire aux traitements.

En résumé, toute personne souhaitant, si elle était dans l'impossibilité de s'exprimer, que ses volontés de fin de vie puissent être scrupuleusement respectées par le corps médical doit rédiger ses directives anticipées. Outre la rédaction, il convient d'en informer ses proches ou de demander à son médecin de les consigner dans son dossier médical afin qu'elles puissent être appliquées. Bien évidemment, les directives anticipées ne traitent que des problèmes médicaux et, par conséquent, elles ne permettent pas de résoudre les problèmes de transmission du patrimoine.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 28 février 2017

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 858,58	1,54%	-0,08%	10,22%	40,73%
PARIS (CAC Mid&Small)	12 113,73	2,74%	2,24%	30,18%	87,23%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 793,21	2,56%	0,64%	12,51%	47,03%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 319,61	2,75%	0,88%	5,41%	32,14%
NEW YORK (Dow Jones)	20 812,24	4,77%	5,31%	27,51%	60,69%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	5 825,44	3,75%	8,22%	35,22%	96,35%
FRANCFORT (Dax Xetra)	11 834,41	2,59%	3,08%	22,10%	72,61%
LONDRES (FTSE 100)	7 263,44	2,31%	1,69%	6,66%	23,71%
TOKYO (Nikkei 225)	19 118,99	0,41%	0,02%	28,82%	96,63%
MONDE (Msci World) en Euros	179,73	4,37%	4,59%	40,87%	68,59%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,36%	-0,55%	-0,03%	0,90%	1,57%
ETATS-UNIS	0,71%	1,22%	1,93%	2,37%	2,73%
ROYAUME-UNI	0,66%	0,12%	0,54%	1,21%	1,71%
JAPON	0,18%	-0,28%	-0,14%	0,04%	0,62%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	37 970 €	5,36%	7,41%	22,48%	-11,47%
NAPOLEON	223,50 €	3,33%	5,72%	11,81%	-11,73%
EURO / DOLLAR	\$ 1,0617	-1,56%	0,82%	-23,14%	-21,02%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8546	-0,42%	0,02%	3,42%	1,27%
EURO / 100 YENS	¥ 118,74	-2,53%	-3,46%	-15,57%	10,02%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0640	-0,37%	-0,76%	-12,45%	-11,71%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 28 février 2017

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 222,17 milliards d'euros au 4ème trimestre 2016
DEFICIT PUBLIC 2015	77,4 milliards d'euros soit 3,5 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2016	2 160,40 milliards d'euros soit 97,6 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,40 % au 4ème trimestre 2016
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,80 % en décembre 2016
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,60 % en janvier 2017
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 269 euros par mois à compter du 01/01/2017
SMIC (BRUT)	9,76 € au 01/01/2017 soit 1 480,27 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 1,30 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 0,46 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,18 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,00 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - [magellanconseil@magellanconseil.fr](mailto:magellanconseil@magellanconseil.fr) - [www.magellanconseil.fr](http://www.magellanconseil.fr)

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB